

des États-Unis, quand nous acceptons certains points de vue des États-Unis? Parce que nous avons souvent partagé le point de vue des États-Unis, depuis quelque temps, cela ne veut pas dire,—ainsi d'ailleurs que le rappelait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures,—que nous ayons toujours été d'accord avec eux. La force de la contribution du Canada dans les affaires internationales, tient à ce que la plupart des pays reconnaissent que nous sommes en rapport intime avec le Royaume-Uni et les autres pays-membres du Commonwealth et aussi, qu'en tant qu'État nord-américain nous comprenons le sens véritable de nos relations avec les États-Unis. A cause de notre passé et de nos affiliations, les nations ont compris que nous sommes capables d'en arriver, par nos propres moyens, à une vue honnête des choses, telles que les comprennent notre pays, notre gouvernement, et notre parlement, soit d'une façon objective et désintéressée. Voilà ce qui fait la force de notre politique étrangère actuelle, aux Nations Unies comme ailleurs.

Je ne puis écouter sans broncher le chef de l'opposition lorsqu'il laisse l'impression que le Secrétaire d'État a dû établir lui-même la liste de ses propres réalisations. J'ai moi-même suivi de très près les affaires internationales depuis assez longtemps avant ma venue à la chambre: en outre, en ma qualité de ministre, j'ai eu à m'occuper des événements récents, et il me semble que, vu le rôle qu'a joué mon collègue, l'occasion aurait été bonne pour le chef de l'opposition de s'associer aux honorables députés de Peace-River et de Winnipeg-Nord comme aux autres honorables députés pour dire qu'il s'agit en l'espèce d'une question qui peut réunir notre approbation unanime, manifestant ainsi l'unité de vues qui a actuellement cours dans notre pays.

Si mon honorable ami, qui sourit maintenant de façon compréhensible, se donne la peine de réfléchir à ce que j'ai dit, il constatera que le genre de discours qu'il a prononcé ce matin a tellement peu de rapport avec l'opinion publique actuelle au Canada qu'il voudra saisir la première occasion de retoucher ses opinions et ses idées.

M. McIvor: Pourrais-je poser une question au ministre? Les lettres que nous recevons des États-Unis en ce moment portent l'inscription: "Priez pour la paix".

Des voix: Règlement.

M. l'Orateur suppléant (M. Applewhaite): A l'ordre. L'honorable représentant de Fort William a dit qu'il voulait poser une question. Je pense qu'il devrait poser sa question.

[L'hon. M. Martin.]

M. McIvor: Le gouvernement du Canada envisage-t-il de faire quelque chose de ce genre à propos de notre courrier?

L'hon. M. Martin: C'est une question que je ferai parvenir à l'attention de mon collègue, le ministre des Postes.

M. Howard C. Green (Vancouver-Quadra): Monsieur l'Orateur, le discours qui vient d'être prononcé atteste plus clairement que tout ce que nous avons entendu jusqu'ici en cette Chambre que les surhommes du cabinet canadien sont maintenant convaincus de leur infaillibilité. Ces deux ministres ont exposé, aux Nations Unies, l'attitude du gouvernement canadien à l'égard des problèmes du Moyen-Orient. Évidemment, ils ont l'habitude des longs discours où ils cherchent à créer des impressions différentes suivant qu'il s'agit d'un peuple ou d'un autre, discours qui, comme c'est souvent le cas aux Nations Unies, aboutissent à des résolutions que personne ne comprend. Ces résolutions ont été interprétées différemment par les divers pays intéressés. Celle du 2 février nous en offre un bon exemple puisque les Israéliens, les Égyptiens, les Américains et peut-être aussi les Canadiens et d'autres lui donnent chacun une interprétation différente.

On nous a servi aujourd'hui des discours de cette espèce. Après avoir entendu un ministre de la Couronne déplorer sur un ton suave et onctueux, comme l'a fait le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social cet après-midi, que l'opposition ait l'audace de poser des questions à l'appel de l'ordre du jour au sujet de la situation du Moyen-Orient, je me demande où s'en va le Parlement du Canada. Ni lui, ni le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ni le premier ministre ne peuvent citer une seule question qui, posée la semaine dernière, n'était pas de mise ou qui n'a pas été posée à bon droit au chef du Gouvernement. L'ennui, monsieur l'Orateur, c'est que chaque fois qu'une question a été adressée au premier ministre au sujet du Proche-Orient, il a perdu son sang-froid et fait des déclarations qu'il a regrettées par la suite, entre autres celle sur le recours à la force au Proche-Orient que les deux ministres s'occupant des Nations Unies ont cherché à expliquer et à dénaturer dans leurs discours d'aujourd'hui.

Dans l'opposition, nous avons le droit et le devoir de poser à l'ordre du jour des questions sur des sujets urgents et importants. Qu'il me soit permis de vous signaler, monsieur l'Orateur, ainsi qu'à tous les membres de la Chambre, qu'il n'y a jamais eu de sujets plus importants pour le Parlement du Canada et pour les Canadiens que ceux sur